

Convention collective

**EXPLOITATIONS DES CULTURES MARAÎCHÈRES,
PÉPINIÈRES ET HORTICULTURE
(NORD)**

(8 mars 1974)

(Etendue par arrêté du 9 avril 1975,
Journal officiel du 18 mai 1975)

AVENANT N° 88 DU 11 JUILLET 2005 (1)

NOR : AGRS0597185M

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles
du Nord ;

La chambre syndicale des pépiniéristes du nord de la France ;

La chambre syndicale des maraîchers de Lille et de la région du Nord ;

La chambre syndicale des horticulteurs du nord de la France,

D'une part, et

L'union départementale des syndicats du Nord Force ouvrière ;

Le syndicat URAF-CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'article 35 de la convention collective du 8 mars 1974
sont ainsi modifiées :

Article 35

*Garantie de rémunération en cas d'arrêt de travail
pour raison de santé*

Le chapitre I^{er} intitulé « Bénéficiaires » est modifié et ainsi rédigé :

« – en cas de maladie ou d'accident de la vie privée, tous les salariés non
cadres justifiant de 3 mois d'ancienneté dans l'entreprise à la date de
leur arrêt de travail. L'ancienneté du salarié s'apprécie en tenant
compte des durées des contrats de travail à caractère saisonnier suc-
cessifs dans l'entreprise ;

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

« – en cas d'accident du travail, de trajet ou de maladie professionnelle, tous les salariés non cadres, sans condition d'ancienneté dans l'entreprise. »

Les autres dispositions de cet article demeurent inchangées.

Article 2

Les dispositions de l'article 44 sont ainsi complétées :

Article 44

Prime d'ancienneté

Après la phrase : « Cette prime est attachée à l'entreprise et non à l'employeur » sont ajoutés les termes suivants :

« Sont assimilées à des périodes de présence, pour le calcul de l'ancienneté, les durées des contrats saisonniers successifs dans l'entreprise. »

Article 3

Les dispositions de l'article 45 sont ainsi complétées :

Article 45

Indemnité de licenciement

Après la phrase : « Le salaire à prendre en compte pour le calcul de l'indemnité est le douzième de la rémunération des 12 derniers mois précédant le licenciement ou, selon la formule la plus avantageuse pour l'intéressé, le tiers des 3 derniers mois, étant entendu que, dans ce cas, toute prime ou gratification de caractère annuel ou exceptionnel qui aurait été versée au salarié pendant cette période ne serait prise en compte qu'à due proportion », il est inséré l'alinéa suivant :

« Le calcul de l'indemnité s'effectue en tenant compte des durées des contrats de travail à caractère saisonnier successifs dans l'entreprise pour apprécier l'ancienneté du salarié. »

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé au secrétariat du service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles du Nord. Cet avenant prend effet au 1^{er} juillet 2005 pour celles de ses dispositions qui n'étaient pas déjà applicables en vertu soit de la réglementation soit d'autres dispositions conventionnelles.

Fait à Lille, le 11 juillet 2005.

(Suivent les signatures.)